

Questions orales

Le gouvernement s'inquiète aussi des informations selon lesquelles la communauté juive continuerait à éprouver des difficultés d'ordre culturel et religieux. Le Canada demande à l'Union soviétique de respecter les droits fondamentaux de la personne reconnus sur le plan international, y compris la liberté de culture, de parole et d'immigration. Nous continuerons à présenter des instances aux dirigeants soviétiques pour qu'ils permettent un accroissement de l'émigration juive.

M. le Président: A l'ordre.

Des voix: Bravo!

* * *

LES AFFAIRES INDIENNES

LE PROJET D'ORGANISER UN SOMMET ÉCONOMIQUE ET UNE FOIRE COMMERCIALE

M. Keith Penner (Cochrane-Supérieur): Monsieur le Président, c'est au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien que je m'adresse. Le ministre pourrait-il confirmer à la Chambre qu'il entend dépenser plus d'un million de dollars pour organiser un sommet économique et une foire commerciale autochtones à Toronto en juin prochain, et dire s'il est exact qu'il entend verser un demi-million de dollars à la société Argyle Productions que dirige son bon ami et organisateur politique Bill Marshall pour qu'il l'organise?

L'hon. David Crombie (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, je pense pouvoir confirmer la première partie de la question du député et en rejeter énergiquement la seconde.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. Keith Penner (Cochrane-Supérieur): Monsieur le Président, le ministre vient de confirmer son intention d'engager ainsi de fortes sommes en provenance du Fonds de développement communautaire autochtone, qui pourtant n'est pas si riche, pour financer une manifestation médiatique à grand déploiement; n'éprouve-t-il pas quelque gêne à le faire, alors qu'il refuse de venir en aide aux gens de Lubicon Lake qui le supplient depuis un bon moment déjà de faire en sorte qu'ils puissent survivre?

L'hon. David Crombie (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur le Président, je suis très déçu que le député parle d'une manifestation médiatique à grand déploiement, surtout quand personne encore ne sait de quoi cet événement sera fait. Je suis sûr qu'il n'en sait rien lui non plus.

M. Penner: Et le programme, lui?

M. Crombie: Comme il n'y a pas de programme, le député ne saurait en avoir pris connaissance.

Si j'éprouve quelque gêne à dépenser de l'argent pour créer des emplois à l'intention des autochtones? Absolument pas! Tout ce qu'on a trouvé à faire depuis une quinzaine d'années,

c'est entretenir chez eux l'accoutumance à l'aide sociale, sans jamais leur donner l'argent dont ils auraient eu besoin pour se lancer en affaires et se créer eux-mêmes des emplois. Voilà pourquoi je ne suis nullement gêné de dépenser cet argent.

Des voix: Bravo!

* * *

LA CHARTE DES DROITS

LES RECOMMANDATIONS DU SOUS-COMITÉ

M. Svend J. Robinson (Burnaby): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Vendredi dernier, le sous-comité sur les droits à l'égalité a déposé un rapport unanime réclamant un remaniement en profondeur des lois et politiques visant les femmes, les invalides, les homosexuels, les lesbiennes, les minorités visibles et les personnes âgées. Étant donné que par le passé le premier ministre a prôné la tolérance, le respect et la protection des droits des minorités, le premier ministre peut-il nous assurer que le gouvernement s'empressera d'appliquer les recommandations unanimes du rapport pour que tous les Canadiens jouissent d'une véritable égalité?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je crois que le ministre de la Justice a dit que le gouvernement ferait connaître sa réponse dans un délai raisonnable et je pense que nous en profiterons pour analyser les recommandations très importantes qui ont été faites. Cette réponse viendra dans les meilleurs délais. J'espère, et mon collègue peut être certain, que rien dans cette réponse ne dérogera à nos convictions, soit que les droits des minorités sont essentiels et très importants au Canada.

[Français]

LA DISCRIMINATION SEXUELLE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Svend J. Robinson (Burnaby): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse également au premier ministre. Le premier ministre est-il d'accord sur la recommandation unanime du sous-comité sur les droits à l'égalité, recommandation faite aussi par la Commission canadienne des droits de la personne, et même appuyée par sa collègue la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, que la discrimination basée sur l'orientation sexuelle doit être interdite par son gouvernement, le gouvernement fédéral?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Je pense, monsieur le Président, que cela ferait partie de la réponse totale que le gouvernement est appelé à soumettre à la Chambre. A priori ce sera un secret de polichinelle pour le député d'apprendre que je suis opposé à toute discrimination de quelque nature que ce soit. On cherche à bâtir, avec nos imperfections, une société plus tolérante et plus juste ici, au Canada, et nous allons, de peine et de misère, j'en suis sûr, y parvenir.